

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Qui-paiera-le-crash-d-Areva-46360>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Nos dossiers et analyses > L'industrie nucléaire est en faillite ! > Actualités > **Qui paiera le crash d'Areva ?**

25 avril 2015

Qui paiera le crash d'Areva ?

Éditorial de la revue Sortir du nucléaire n°65



4,8 milliards d'euros. C'est le montant des pertes dévoilées par Areva début mars, résultat d'une mauvaise gestion, d'investissements catastrophiques... et surtout du déclin général du nucléaire dans le monde. Dans de telles conditions, n'importe quelle autre entreprise aurait dû mettre la clé sous la porte. Mais en France – comme en Russie (lire p.17) – la protection de l'industrie nucléaire est élevée au rang de cause nationale, quitte à passer outre les problèmes financiers et les enjeux de sûreté ! Il faut craindre que le sauvetage d'Areva passe par un soutien de l'État, mais aussi par des mesures

d'austérité aux frais des travailleurs, et donc de la sûreté : réduction massive de personnel et accroissement de la sous-traitance. On peut s'attendre à une multiplication des "incidents" et à une dégradation inquiétante des conditions de travail, aggravant le sort déjà difficile des travailleurs les plus exposés de l'industrie nucléaire (lire p.3 et p.21). Par ailleurs, les projets de restructuration qui se profilent (rapprochement entre EDF et Areva) pourraient impacter les comptes d'EDF, qui a déjà d'importantes difficultés pour provisionner les sommes destinées à payer le démantèlement et la future gestion des déchets... et donc se répercuter indirectement sur les factures d'électricité. Et les nouveaux problèmes récemment détectés sur le chantier de l'EPR (lire p.22) risquent d'alourdir encore la note !

La seule solution à la crise de cette industrie mortifère : sortir du nucléaire et amorcer le virage vers les alternatives, comme le font déjà certains citoyens réunis en coopérative (lire p.29), en préparant la reconversion des travailleurs du nucléaire dans le démantèlement des installations et surtout les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. Un scénario réalisé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie vient d'ailleurs de démontrer qu'une France alimentée en électricité à 100 % d'origine renouvelable était un objectif tout à fait réaliste et pas plus coûteux que le maintien du nucléaire. Mais au lieu de s'en saisir, le ministère de l'Environnement a tenté d'empêcher la publication de ce scénario ! (lire p.22) Plus que jamais, mobilisons-nous contre cette politique énergétique rétrograde, et exigeons que notre pays fasse enfin des choix d'avenir ! Et pour commencer, mettons tout en œuvre pour obtenir la fermeture sans délai de la centrale de Fessenheim.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"